



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement

Affaire suivie par : Christophe Nicoud

Tel : 04 56 59 42 24

Fax : 04 56 59 42 49

Courriel : christophe.nicoud@isere.gouv.fr

Références : SE-PEMA-ChN -DB

Grenoble, le 07 JAN. 2019

Le Préfet de l'Isère
à
SNC LIDL France
19 rue de Bretagne
38070 Saint Quentin Fallavier

- Objet : Récépissé de déclaration
- Commune : Morestel
 - Pétitionnaire : SNC LIDL France
 - Travaux : Construction d'un supermarché LIDL
 - Rubriques : 2.1.5.0 - 3.3.1.0
 - N° IOTA : 38-2018-00409
 - Dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement
 - Dossier recevable au titre de la complétude et de la régularité

Votre dossier de déclaration réceptionné le 24 juillet 2018, au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau), a fait l'objet d'une demande de complément en date du 05 octobre 2018 concernant l'opération suivante :

**Construction d'un supermarché LIDL
Commune de Morestel**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

Date de réception du dossier au guichet unique : 11 décembre 2018
Numéro d'enregistrement au guichet unique : 38-2018-00409

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction de votre dossier de déclaration celui-ci est complet et régulier au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Vous pouvez entreprendre cette opération en respectant les prescriptions suivantes :

- ↳ Les ouvrages seront dimensionnés pour une pluie de projet de période de retour de 100 ans
- ↳ Le débit de rejet au cours d'eau « la Bordel » sera au maximum de 5 L/s/ha.

- ✚ Le stockage nécessaire à l'écêtement de la pluie de projet, se fera pour partie dans un bassin de rétention d'un volume de 900 m³ (eau provenant de la toiture et de la réserve foncière augmentée d'un volume de stockage complémentaire pour absorber une pluie consécutive à une pluie de projet) et d'un volume de 182 m³ au sein du volume poreux sous les parkings infiltrants (eau provenant des stationnements, espaces verts et voiries) connecté au bassin de rétention.
- ✚ Les compensations nécessaires à la destruction des zones humides, seront réalisées notamment sur :
 - le site même du projet :
 - par la remise en état d'une haulnaie-frênaie très dégradée, par l'enlèvement de tous les déchets identifiés.
 - par le traitement des déchets identifiés ainsi que celui des espèces invasives présentes.
 - le site de la zone humide du Grand Sablon :
 - a) parcelle de peupliers exploités
par le dessouchage des peupliers exploités, le broyage des souches et l'ensemencement en prairie humide.
 - b) autre parcelle
par la réouverture du milieu par dessouchage et réensemencement en prairie humide complétée par la conservation des éléments les plus patrimoniaux et le comblement du drain présent.
La végétation sera entretenue par fauchage et exportation des matières organiques à raison de deux passages par an (fin juin et au début de l'automne).
- ✚ Un suivi écologique sera mis en place avec le gestionnaire de la réserve dans le cadre de la veille générale du site.

Vous devez informer le Service Environnement en charge de la police de l'eau par mel ddt-spe@isere.gouv.fr, l'Agence Française pour la Biodiversité (A.F.B) par mel sd38@afbiodiversite.fr et le(s) Maire(s) de la commune ou des communes concernée(s) **au moins 15 jours ouvrés avant le début des travaux**, des dates prévisionnelles de début et fin du chantier, du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux. Vous informerez aussi ces mêmes services de la date réelle de fin de chantier et des principales phases de celui-ci.

La mise en service de l'installation ou la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux ou l'exercice de l'activité, objet de votre déclaration, doit intervenir dans un délai de **3 ans** à compter de la date de dépôt du dossier de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au Préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

A défaut, en application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, **vosre déclaration sera caduque.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la mairie de la commune de Morestel où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de votre part dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement à compter de la date d'affichage à la mairie de la commune de Morestel.

Pour le Préfet de l'Isère et par délégation,
La Directrice Départementale des Territoires,
La Chef du Service Environnement,



Clémentine BLIGNY

PJ : un récépissé de déclaration



PRÉFET DE L'ISÈRE

**RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN SUPERMARCHÉ
LIDL**

COMMUNE DE MORESTEL

DOSSIER N° 38-2018-00409

Le Préfet de l'Isère,

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil, et notamment son article 640 ;

VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015 paru au Journal Officiel du 20 décembre 2015, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Claire Bozonnet Directrice Départementale des Territoires de l'Isère ;

VU la décision de subdélégation de signature en date du 12 juillet 2018 donnant délégation de signature à Madame Clémentine Bligny, Chef du Service Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère, à Madame Hélène Marquis et à Madame Pascale Boularand ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement considéré complet et régulier en application de l'article R.214-32 du même code reçu le 24 juillet 2018, complété le 05 octobre 2018 ;

DONNE RÉCÉPISSÉ à

SNC LIDL France - 19 rue de Bretagne - 38070 Saint Quentin Fallavier

de sa déclaration concernant la

Construction d'un supermarché LIDL

dont la réalisation est prévue sur la commune de Morestel.

Les Installations Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement.

Les rubriques de la nomenclature de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Projet	Arrêtés Ministériels de prescriptions générales à respecter
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure ou égale à 20 ha (A). Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	D	Néant
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : Supérieure ou égale à 1 ha (A). Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	D	Néant

Au vu des pièces constitutives du dossier complet et régulier, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration, aussi **le déclarant peut réaliser son opération dans le respect des conditions générales ci-après.**

1. Information préalable au commencement des travaux

Le déclarant doit informer le Service Environnement en charge de la police de l'eau par mel ddt-spe@isere.gouv.fr, l'Agence Française pour la Biodiversité (A.F.B) par mel sd38@afbiodiversite.fr et le(s) Maire(s) de la commune ou des communes concernée(s) **au moins 15 jours ouvrés avant le début des travaux**, des dates prévisionnelles de début et fin du chantier, du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux. Il informera aussi ces mêmes services de la date réelle de fin de chantier et des principales phases de celui-ci.

2. Respect des engagements de la déclaration

Les ouvrages et les travaux doivent être conformes au dossier déposé.

Le déclarant s'est notamment engagé sur les dispositions suivantes :

- ☞ **Les ouvrages seront dimensionnés pour une pluie de projet de période de retour de 100 ans**
- ☞ **Le débit de rejet au cours d'eau « la Bordel » sera au maximum de 5 L/s/ha.**

↳ Le stockage nécessaire à l'écêtement de la pluie de projet, se fera pour partie dans un bassin de rétention d'un volume de 900 m³ (eau provenant de la toiture et de la réserve foncière augmentée d'un volume de stockage complémentaire pour absorber une pluie consécutive à une pluie de projet) et d'un volume de 182 m³ au sein du volume poreux sous les parkings infiltrants (eau provenant des stationnements, espaces verts et voiries) connecté au bassin de rétention.

↳ Les compensations nécessaires à la destruction des zones humides, seront réalisées notamment sur :

le site même du projet :

- par la remise en état d'une haulnaie-frênaie très dégradée, par l'enlèvement de tous les déchets identifiés.
- par le traitement des déchets identifiés ainsi que celui des espèces invasives présentes.

le site de la zone humide du Grand Sablon :

a) parcelle de peupliers exploités

par le dessouchage des peupliers exploités, le broyage des souches et l'ensemencement en prairie humide.

b) autre parcelle

par la réouverture du milieu par dessouchage et réensemencement en prairie humide complétée par la conservation des éléments les plus patrimoniaux et le comblement du drain présent.

La végétation sera entretenue par fauchage et exportation des matières organiques à raison de deux passages par an (fin juin et au début de l'automne).

↳ Un suivi écologique sera mis en place avec le gestionnaire de la réserve dans le cadre de la veille générale du site.

3. Accès aux agents pour le contrôle

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

4. Modification de la déclaration

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation**, à la connaissance du service de la police de l'eau qui peut exiger une nouvelle déclaration.

5. Délai de validité de la déclaration

La mise en service de l'installation ou la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux ou l'exercice de l'activité, objet de la déclaration, doit intervenir dans un délai de **3 ans** à compter de la date de dépôt du dossier de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au Préfet (Direction Départementale des Territoires – Service Environnement), dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

A défaut, en application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, **la déclaration, objet du présent récépissé, sera caduque.**

6. Transmission du bénéfice de la déclaration

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée dans le dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Guichet Unique de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

7. Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

8. Autres réglementations

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

9. Mise à disposition du public

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la Mairie de(s) (la) commune(s) où cette opération doit être réalisée, pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

10. Conditions de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

A Grenoble, le 07 JAN. 2019
Pour le Préfet de l'Isère et par délégation,
La Directrice Départementale des Territoires,
La Chef du Service Environnement,



Clémentine BLIGNY

